

CAPACITÉ EN DROIT (1^{ère} année)

DROIT PUBLIC

Droit administratif

(2nd semestre)

Plan du Cours
de Mme Céline FERCOT*

* Ce plan, provisoire, est susceptible de modifications en cours de semestre.

Introduction générale : Genèse et évolutions du droit administratif

- I. La définition du droit administratif
- II. Les spécificités du droit administratif

Partie 1. Les contours de l'administration

Introduction : définitions

- * *L'administration (sens organique ; sens fonctionnel)*
- * *Centralisation, concentration, déconcentration, décentralisation*

Chapitre 1. L'administration centrale

§ 1. L'administration centrale de l'Etat

- I. Le président de la République et ses services
- II. Le gouvernement et le Premier ministre
- III. Les ministres et leurs ministères
- IV. Les autres organes de l'administration centrale

§ 2. Les autorités administratives indépendantes

- I. Origines et exemples
- II. Définition des AAI
 - A. Définition négative
 - B. Définition positive
 1. Des « autorités »
 2. Des autorités « administratives »
 3. Des autorités administratives « indépendantes »
- III. Des compétences diversifiées

Chapitre 2. Administration décentralisée et administration déconcentrée

§ 1. Déconcentration et décentralisation : points communs et différences

- I. Deux modes distincts de gestion des affaires locales
 - A. Une distinction au plan organique
 1. La personnalité juridique et le pouvoir de décision
 2. La liberté politique
 - B. Une distinction quant au rapport de dépendance avec l'Etat
 1. L'autorité déconcentrée et le contrôle hiérarchique
 2. L'autorité décentralisée et le contrôle administratif
- II. Deux processus complémentaires
 - A. Une inspiration commune
 1. La réalisation d'un même objectif
 2. L'esprit de subsidiarité
 - B. Un même objectif : la « co-administration » du territoire
 1. Assurer la cohérence de l'action étatique
 2. Une complémentarité certaine pour une gestion locale à la fois plus démocratique et plus efficace

§ 2. L'administration décentralisée

- I. Le principe de libre administration des collectivités territoriales
 - A. L'absence d'autonomie constitutionnelle et législative des collectivités territoriales
 - B. L'autonomie administrative des collectivités territoriales

- II. L'étendue de l'autonomie locale
 - A. L'autonomie juridique
 - B. L'autonomie organique
 - C. L'autonomie fonctionnelle
 - D. L'autonomie financière
- III. Décentralisation territoriale et décentralisation fonctionnelle
 - A. Différences
 - B. La décentralisation fonctionnelle
 - 1. La notion d'établissement public
 - 2. EPA et EPIC

§ 3. L'administration déconcentrée

- I. La commune
- II. Le département
- III. La région
- IV. Les autres circonscriptions déconcentrées

Partie 2. Les finalités de l'action administrative

Chapitre 1^{er} : Le service public

Introduction générale sur le service public

- I. Les différentes approches de la notion de service public
- II. Historique de la notion de service public

Section 1. La notion de service public

§ 1. La définition du service public

- I. La qualification législative du service public
- II. La détermination jurisprudentielle du service public
 - A. Un faisceau d'indices
 - B. Les critères retenus
 - 1. *Une activité d'intérêt général*
 - 2. *Une activité « assurée » ou « assumée » par une personne publique*
 - 3. *Une activité en principe soumise à un régime exorbitant du droit commun*

§ 2. Les différentes catégories de services publics

- I. La crise matérielle du service public ou la naissance des SPIC
- II. Les critères de distinction entre SPA et SPIC
 - A. Un faisceau d'indices
 - 1. *Le critère de l'objet*
 - 2. *Le critère des ressources*
 - 3. *Les modalités d'organisation et de fonctionnement du service*
 - 4. *Vers une hiérarchisation des critères*
 - B. L'intérêt de la distinction SPA / SPIC
 - 1. *Des critères destinés à établir des règles de compétence*
 - 2. *Une certaine complexité dans l'identification des grandes notions du DA*

Section 2. Naissance, vie et mort des services publics

§ 1. La création des services publics

- I. Les services publics nationaux
 - A. Le domaine des services publics nationaux
 - 1. *Les services publics nationaux obligatoires*
 - 2. *Les services publics nationaux facultatifs*
 - B. La procédure de création des services publics nationaux
- II. Les services publics locaux
 - A. Le domaine de création des services publics locaux
 - 1. *Domaine de création imposé*
 - 2. *Domaine de création interdit*
 - 3. *Domaine de création limité*
 - 4. *Domaine de création libre : les services publics locaux facultatifs*
 - B. La procédure de création
 - 1. *L'autorité compétente*
 - 2. *Le régime juridique de l'acte de création d'un service public*

§ 2. La gestion des services publics

- I. La gestion par une personne publique
 - A. La gestion directe : la régie
 - B. La gestion indirecte : l'établissement public
- II. La gestion par une personne privée
 - A. L'investissement unilatérale
 - B. L'investissement contractuelle

§ 3. La suppression des services publics

- I. Les causes de la suppression des services publics
- II. L'acte juridique portant suppression du service public

Section 3. Le régime juridique des services publics

Sous-Section 1. Les règles spécifiques

§ 1. Le régime distinct en cas de SPA ou de SPIC

- I. Une distinction de régimes a priori simples
 - A. Le SPA ou l'empire du droit public
 - B. Le SPIC ou l'empire du droit privé
- II. Des critères flous

§ 2. Le régime distinct en cas de service marchand ou de service non marchand

- I. La distinction service marchand / service non marchand
- II. L'étendue des règles relatives à la concurrence
 - A. La compétence du juge administratif
 - B. Les règles applicables

Sous-Section 2. Le socle commun : les lois du service public

§ 1. Le principe de continuité

- I. Origines et définition
- II. Illustrations et actualité

§ 2. Le principe de mutabilité

- I. Origines et définition
- II. Illustrations et actualité

§ 3. Le principe d'égalité

- I. Le principe d'égalité stricto sensu
- II. Les principes de neutralité et de laïcité

§ 4. L'émergence de principes contemporains ?

- I. Des principes au bénéfice des usagers
- II. Des principes au bénéfice des citoyens

Chapitre 2. La police administrative

Introduction sur la police administrative

- I. Du service public à la police administrative
- II. Police administrative et « droit à la sécurité »
- III. Propos introductifs relatifs à la notion de police administrative

Section 1. Les contours de la notion de police administrative

§ 1. Le maintien de l'ordre public, objet de la police administrative

- I. L'ordre public : un ordre « matériel et extérieur »
- II. L'ordre public : un ordre soumis à des considérations extérieures

§ 2. Police administrative et police judiciaire : éléments de distinction

- I. Les critères de distinction entre police administrative et police judiciaire
- II. Une distinction complexe et parfois ambiguë

§ 3. La notion de police administrative : esquisse d'une définition

- I. Une activité de réglementation et de prestation
- II. Une fonction et une finalité de l'activité administrative

Section 2. L'organisation de la police administrative

§ 1. Les critères de distinction entre police administrative générale et police administrative spéciale

- I. Les contours de la police administrative générale
- II. Les contours de la police administrative spéciale

§ 2. L'articulation entre les deux types de police

- I. La concurrence entre les autorités de police générale
- II. La concurrence entre les autorités de police spéciale
- III. La concurrence entre les autorités de police administrative générale et les autorités de police administrative spéciale

Section 3. L'exercice de la police administrative

§ 1. Les modalités d'exercice de la police administrative

- I. La délimitation des actes de police administrative
- II. La portée des pouvoirs de police

§ 2. Le contrôle des pouvoirs de police

- I. Le contrôle des mesures de police générale
 - A. La nature du contrôle exercé
 - B. L'étendue du contrôle exercé
- II. Le contrôle des mesures de police spéciale
 - A. La nature du contrôle exercé
 - B. L'étendue du contrôle exercé
- III. Le contrôle des mesures exceptionnelles de police

Indications bibliographiques

OUVRAGES CONSEILLES POUR UNE PREMIERE APPROCHE :

- D. POUYAUD, P. WEIL, *Le droit administratif*, 23^{ème} éd., PUF, Que-sais-je ?, n° 1152, 2010
- G. PROTIERE, *Fiches de droit administratif : rappels de cours et exercices corrigés*, Ellipses, 2012
- M.-C. ROUAULT, *L'essentiel du droit administratif général 2012-2013*, Gualino, Les Carrés, 2012
- H. SIMONIAN-GINESTE, *Le droit administratif en schémas*, 3^{ème} éd., Ellipses, coll. Le droit en schémas, 2010
- D. TRUCHET, *Le droit public*, 2^{ème} éd., PUF, Que-sais-je ?, n° 1327, 2011

OUVRAGES CONSEILLES POUR APPROFONDIR :

- P.-L. FRIER, J. PETIT, *Précis de droit administratif*, 7^{ème} éd., Lextenso-Montchrestien, 2012
- S. VELLE, *Droit administratif*, Vuibert Droit, 2012

REVUES

- *L'Actualité juridique – Droit administratif (AJDA)*
- *La Revue française de droit administratif (RFDA)*

Il conviendra également de se reporter régulièrement au « GAJA » :

M. LONG et al., *Les grands arrêts de la jurisprudence administrative*, 18^{ème} éd., Dalloz, 2011

Et sur internet...

SITES INSTITUTIONNELS

- Site du Conseil d'Etat : www.conseil-etat.fr
- Site du Conseil constitutionnel : <http://www.conseil-constitutionnel.fr/>
- Site de la Cour européenne des droits de l'Homme : <http://www.echr.coe.int/echr/>
- Etc.

SITES POUR VOS RECHERCHES

- Legifrance (recherche de textes, de jurisprudence) : <http://www.legifrance.gouv.fr/>
- Portail Vie Publique : <http://www.vie-publique.fr/> (élaboré par la Direction de l'information légale et administrative, services du Premier Ministre)
- Etc.

BLOG

- Le blog « Droit administratif » : <http://www.blogdroitadministratif.net/>
- Le blog de l'Association française pour la recherche en droit administratif : <http://www.asso-afda.fr/>